B

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
12 AOUT 1954
- 1 -
2
Coordination

ML. L.4345/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 14 juin 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant le statut des agents de l'administration d'Afrique annexé à l'arrêté du Régent du 20 août 1948", a donné le 21 juin 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 14e Juni 1954 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika gevoegd bij het besluit van de Regent van 20 Augustus 1948", heeft de 21e Juni 1954 het volgend advies gegeven :

C.E. - R.S.
Entrée
12.8.54
N°

I.

On pourrait mettre dans le nouvel article 112bis, alinéa 1er, la prescription relative au nombre d'exemplaires. Telle qu'elle est rédigée, cette prescription est imprécise.

La détermination du nombre d'exemplaires pourrait être confiée au gouverneur général en exécution de l'article 115.

II.

L'énumération des autorités qui doivent viser les bulletins de signalement ne paraît pas complète si l'on tient compte des dispositions qui rendent le statut des agents de l'administration d'Afrique applicable au personnel européen de la force publique et à celui des greffes et des parquets.

III.

Les termes généraux du nouvel article 113, alinéa 3, paraissent donner au personnel européen de la force publique, la faculté de saisir de leur recours le comité du personnel, alors que l'arrêté royal du 3 avril 1954 rendant applicable au personnel européen de la force publique le statut des agents de l'administration d'Afrique dispose, en son article 1er, que les articles 151 à 162 bis de ce statut ne sont pas applicables au personnel de la force publique.

.../...

Il en résulte que le membre de la force publique ne dispose que du recours motivé introduit par la voie hiérarchique.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

ARRETE ROYAL MODIFIANT , EN CE QUI CONCERNE LE SIGNALEMENT ET L'AVANCEMENT, LE STATUT DES AGENTS DE L'ADMINISTRATION D'AFRIQUE ANNEXE A L'ARRETE DU REGENT DU 20 AOUT 1948.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 8 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge;

Vu le statut des agents de l'administration d'Afrique annexé à l'arrêté du Régent du 20 août 1948, modifié notamment par les arrêtés royaux des 23 février 1953 et 15 mars 1954;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 110 du statut des agents de l'administration d'Afrique est remplacé par la disposition suivante :

"Article 110. - Le signalement annuel est obligatoire pour les agents des 4ème, 3ème et 2ème catégories, ainsi que pour les agents revêtus des grades de 1ère catégorie auxquels est attaché le traitement le plus bas.

Il a pour but d'éclairer l'administration sur la valeur de l'agent, ses aptitudes et sa manière de servir.

Il constitue la base essentielle de la détermination des titres de l'agent à l'avancement.".

Article 2.-

L'article 111 du même statut est remplacé par la disposition suivante :

"Article 111. Il est tenu, pour chaque agent, un dossier où sont réunis tous les bulletins de signalement qui le concernent, et tous les documents de nature à servir d'éléments d'appréciation à son sujet. Le dossier ne peut toutefois contenir d'autres pièces que celles concernant l'exercice de la fonction ou la vie privée dans ses rapports avec la fonction.

Il ne peut être tenu compte dans le signalement de l'agent, de correspondances, rapports ou constatations dont l'intéressé n'aurait pas eu connaissance.".

.../...

Article 3.-

L'article 112 du même statut est remplacé par la disposition suivante :

"Article 112. Le supérieur hiérarchique compétent dresse le bulletin de signalement, en y proposant l'appréciation du mérite et la mention relative à l'avancement de grade qu'il estime devoir être attribuées à l'agent.

L'appréciation du mérite est synthétisée par une des mentions suivantes : "Elite", "Très bon", "Bon", "Assez bon", "Médiocre".

Les mentions relatives à l'avancement de grade sont "Choix", "Prématuré", "Néant".

Lorsque l'appréciation synthétique du mérite est autre que "Très bon" ou "Bon", elle doit être motivée.

Le rapport accompagnant l'appréciation "Médiocre" doit contenir un avis sur l'opportunité de faire comparaître l'agent ne donnant pas satisfaction devant une commission d'inaptitude.".

Article 4.-

Il est inséré dans le même statut un article 112 bis, rédigé comme suit :

"Article 112 bis._ Les bulletins de signalement sont transmis au Gouverneur général par la voie hiérarchique.

.../...

Les bulletins des agents nommés ou commissionnés à un emploi de la 1ère ou de la 2ème catégorie sont revus et visés par le Secrétaire général, le gouverneur de province, le directeur général ou l'Administrateur en chef de la sûreté, selon le cas.

Les bulletins des agents autres que ceux cités au précédent alinéa sont revus et visés par le secrétaire provincial, le commissaire de district, le directeur chef de service, l'administrateur de la sûreté ou le fonctionnaire chef du service provincial". (1).

Article 5.-

L'article 113 du même statut, modifié par l'arrêté royal du 23 février 1953, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 113.- L'autorité compétente en vertu de l'article 112 bis pour procéder à la révision des bulletins et formuler la proposition de signalement au dernier degré, transmet à l'agent une copie de son bulletin.

L'agent est également avisé de toute modification qui serait apportée ultérieurement à l'appréciation du mérite ou à la mention relative à l'avancement de grade.

Il est loisible à l'agent d'introduire par la voie hiérarchique, dans les huit jours de la réception de la copie du bulletin de signalement ou de l'avis de modification de ce dernier, un recours motivé contre l'appréciation du mérite ou la mention relative à l'avancement de grade et de saisir en même temps de sa réclamation le comité

---

(1) sous réserve de l'observation II reprise ci-dessus.

.../...

supérieur du personnel ou le comité du personnel compétent. L'agent qui fait usage de cette seconde faculté en fait mention dans son recours.".

Article 6.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 7.-

L'article 114 du même statut est rétabli dans le texte suivant :

"Article 114. Si l'agent est resté titulaire du même grade et est demeuré dans les mêmes fonctions du même cadre depuis l'attribution du dernier signalement et si, depuis lors, aucun fait marquant susceptible de justifier la proposition d'un nouveau signalement n'est intervenu, la reconduction du signalement peut être proposée par le supérieur hiérarchique compétent.

Les autorités hiérarchiques qui interviennent dans l'attribution du signalement peuvent, si elles le jugent opportun, prescrire l'établissement d'un nouveau bulletin.

Les reconductions de signalement sons soumises à la même procédure que l'établissement de nouveaux signalements.".

.../...

Article 8.-

L'article 115 du même statut est remplacé par la disposition suivante :

"Article 115. Le Gouverneur général règle l'application des dispositions du présent titre.

Il détermine notamment les critères suivant lesquels le signalement doit être attribué, ainsi que la forme des bulletins de signalement et des fiches de reconduction.

Il désigne les supérieurs hiérarchiques compétents pour formuler la proposition de signalement ou de reconduction au premier degré, conformément aux articles 112 et 114.".

Article 9.-

L'article 125, alinéa 2, du même statut est remplacé par la disposition suivante :

"Il est fait au choix. Pour pouvoir bénéficier d'une promotion de grade, l'agent doit avoir obtenu la mention "choix" dans le dernier bulletin de signalement précédant la date de la promotion.".

Article 10.-

L'article 126 bis, alinéa 2, du même statut, y inséré par l'arrêté royal du 23 février 1953, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

Cette liste n'est arrêtée définitivement qu'après l'avis des comités du personnel compétents, sur les recours introduits sur base de l'article 113.".

Articles 11 à 16. -

... (texte du projet du Gouvernement) ....

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Colonies,

I.

In het nieuwe artikel 112 bis, eerste lid, kan het voorschrift aangaande het aantal exemplaren wegvallen. Zoals het is geformuleerd,is dit voorschrift te vaag.

Het bepalen van het aantal exemplaren zou ter uitvoering van artikel 115 aan de Gouverneur-generaal kunnen worden opgedragen.

II.

De opsomming van de overheden die de signalementsbladen moeten viseren,lijkt onvolledig, in acht genomen de bepalingen die het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika van toepassing verklaren op het Europees personeel der weermacht en op dat van griffies en parketten.

III.

De algemene bewoordingen van het nieuw artikel 113, derde lid, lijken aan het Europees personeel der weermacht het recht te verlenen, hun bezwaarschrift bij het personeelscomité in te dienen, terwijl,naar luid van artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 April 1954 waarbij het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika toepasselijk wordt verklaard op het Europees personeel van de weermacht, de artikelen 151 tot 162 bis van dit statuut niet gelden ten aanzien van het personeel der weermacht.

.../...

Daaruit volgt dat de leden van de weermacht alleen beschikken over een met redenen omkleed bezwaarschrift, dat langs de hiërarchische weg wordt ingediend.

\+

\+ \+

Voorts stelt de Raad van State voor, een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING, INZAKE SIGNALEMENT EN BEVORDERING, VAN HET STATUUT VAN HET BESTUURSPERSONEEL IN AFRIKA, GEVOEGD BIJ HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 20 AUGUSTUS 1948.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 8 van de wet van 18 October 1908 op het gouvernement van Belgisch-Kongo ;

Gelet op het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika gevoegd bij het besluit van de Regent van 20 Augustus 1948, onder meer gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 Februari 1953 en 15 Maart 1954 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 110 van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 110.-

Voor de personeelsleden van de vierde, de derde en de tweede categorie, en voor de personeelsleden bekleed met een graad van de eerste categorie waaraan de laagste wedde is verbonden, is het jaarlijks signalement verplicht.

Het heeft ten doel het bestuur in te lichten over de waarde, de bekwaamheid en de wijze van dienen van de belanghebbende

Het vormt de essentiële grondslag voor de vaststelling van de aanspraken van het personeelslid op bevordering.".

Artikel 2.-

Artikel 111 van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 111.-

Voor elk personeelslid worden al de hem betreffende signalementsbladen en al de stukken geschikt om als beoordelingsgrond te dienen in een dossier bijeengehouden. In het dossier mogen evenwel geen andere stukken voorkomen dan die betrekking hebben op de ambtsuitoefening of op het private leven in verband met het ambt.

Voor het signalement van het personeelslid mag geen rekening worden gehouden met briefwisseling, verslagen of bevindingen waarvan de belanghebbende geen kennis heeft gekregen.".

.../...

Artikel 3.-

Artikel 112 van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 112.-

De bevoegde hiërarchische meerdere maakt het signalementsblad op en stelt daarin voor de beoordeling van de verdienste en de vermelding met betrekking tot de bevordering in graad welke hij meent aan het personeelslid te moeten toekennen.

De beoordeling van de verdienste wordt samengevat door een van de volgende vermeldingen : "Uitstekend", "Zeer goed", "Goed", "Vrij goed", "Onvoldoende".

De vermeldingen met betrekking tot de bevordering in graad zijn : "Keuze", "Voorbarig", "Nihil".

Een andere samenvattende beoordeling van de verdienste dan "Zeer goed" of "Goed" moet met redenen worden omkleed.

Het verslag bij de beoordeling "Onvoldoende" moet een advies bevatten of het past de beambte die geen voldoening schenkt voor een commissie van onbekwaamheid te doen verschijnen.".

Artikel 4.-

In hetzelfde statuut wordt een artikel 112 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 112 bis.-

De signalementsbladen worden langs hiërarchische weg aan de Gouverneur-generaal toegezonden.

.../...

De signalementsbladen van de personeelsleden, benoemd of aangesteld in een betrekking van de eerste of van de tweede categorie, worden, naar gelang van het geval, herzien en geviseerd door de secretaris-generaal, de provinciegouverneur, de directeur-generaal of de hoofdbeheerder van de veiligheidsdienst.

De signalementsbladen van de personeelsleden die in het voorgaand lid niet zijn bedoeld, worden herzien en geviseerd door de provinciegouverneur, de districtscommissaris, de directeur dienstoverste, de beheerder van de veiligheidsdienst of het hoofd van de provinciale dienst.". dienst.". (1)

Artikel 5.-

Artikel 113 van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 113.-

De overheid die krachtens artikel 112 bis bevoegd is om de signalementsbladen te herzien en het uiteindelijke signalementsvoorstel te doen, bezorgt aan het personeelslid een afschrift van zijn signalementsblad.

Eveneens wordt aan het personeelslid kennis gegeven van elke wijziging die achteraf mocht worden aangebracht aan de beoordeling van de verdienste of aan de vermelding met betrekking tot de bevordering in graad.

Het staat het personeelslid vrij, binnen acht dagen na ontvangst van het afschrift van zijn signalementsblad of van het bericht van wijziging daarvan, langs hiërarchische weg een met redenen omkleed bezwaar in te dienen tegen de beoordeling van de verdienste of de vermelding met betrekking tot de bevordering in graad, en terzelfdertijd zijn bezwaar bij het hoger personeelscomité of het bevoegd personeelscomité aanhangig te maken. Het personeelslid dat van dit tweede recht gebruik maakt, moet zulks in zijn bezwaarschrift vermelden.".

.../...

(1) Onder voorbehoud van bovenstaande opmerking II.

Artikel 6.-

In hetzelfde statuut wordt een artikel 113 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 113 bis.-

De Gouverneur-generaal kent het signalement definitief toe aan de personeelsleden benoemd of aangesteld in een betrekking van de eerste categorie of van de tweede categorie, alsook aan de personeelsleden van de derde en van de vierde categorie die rechtstreeks afhangen van een der in artikel 112 bis, tweede lid, aangewezen overheden, en doet uitspraak over de bezwaren door deze personeelsleden overeenkomstig artikel 113 ingediend.

Hij mag deze bevoegdheid geheel of gedeeltelijk overdragen aan de secretaris-generaal, behalve wat betreft het signalement van het personeel dat van deze overheid afhangt.

De secretaris-generaal, de provinciegouverneurs, de directeurs-generaal en de hoofdbeheerder van de veiligheidsdienst kennen het signalement definitief toe aan de hun ondergeschikte personeelsleden die niet in het eerste lid zijn vermeld, en doen uitspraak over de bezwaren door deze laatsten overeenkomstig artikel 113 ingediend.".

Artikel 7.-

Artikel 114 van hetzelfde statuut wordt in de navolgende lezing hersteld :

.../...

"Artikel 114.-

Zo het personeelslid, sinds het laatste signalement, dezelfde graad en hetzelfde ambt in hetzelfde kader heeft behouden en zo sindsdien geen enkel markant feit zich heeft voorgedaan dat een nieuw signalementsvoorstel kan rechtvaardigen, kan de bevoegde hiërarchische meerdere voorstellen dat het signalement zou worden bevestigd.

De hiërarchische overheden die bij het toekennen van het signalement betrokken zijn, kunnen, wanneer zij zulks nuttig oordelen, een nieuw signalementsblad doen opmaken.

Voor de bevestigingen van het signalement en voor het opmaken van nieuwe signalementen geldt een zelfde procedure. ".

Artikel 8.-

Artikel 115 van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 115.-

De Gouverneur-generaal regelt de toepassing der bepalingen van deze titel.

Hij bepaalt namelijk de criteria volgens welke het signalement moet worden toegekend en de vorm van de signalementsbladen en van de bevestigingsfiches.

Hij wijst de hiërarchische meerderen aan die bevoegd zijn om, overeenkomstig de artikelen 112 en 114, op de eerste trap, het voorstel van beoordeling of bevestiging te doen.".

.../...

Artikel 9.-

Artikel 125, tweede lid, van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Zij geschiedt naar keus. Om in graad te kunnen worden bevorderd, moet het personeelslid, in zijn laatste signalementsblad vóór de datum der bevordering, de vermelding "keuze" hebben gekregen.".

Artikel 10.-

Artikel 126 bis, tweede lid, van hetzelfde statuut, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Deze lijst wordt pas definitief vastgesteld nadat de bevoegde personeelscomité's hun advies hebben verstrekt over de op grond van artikel 113 ingediende bezwaren.".

Artikelen 11 tot 16.-

... (tekst van het ontwerp der Regering, mits artikel 15 te lezen als volgt :

" Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo is bekendgemaakt. ")...

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Koloniën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	F. DUCHENE,	assesseurs de la section de législation,	
	F. VAN GOETHEM,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M.le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

des Colonies.
van Koloniën.

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.